

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA VIGNOBLES BRISSON**

16 rue du Moulin  
17160 Matha

Références : 2026 502 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007207859

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SCEA VIGNOBLES BRISSON implanté 16 rue du Moulin 17160 Matha. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA VIGNOBLES BRISSON
- 16 rue du Moulin 17160 Matha
- Code AIOT : 0007207859
- Régime : Déclaration avec contrôle

L'établissement produit de l'eau-de-vie de Cognac. D'après les différentes déclarations de l'exploitant, l'établissement est composé :

- d'une distillerie de 2 alambics de 25 hl (rubrique 2250 - régime D) ; déclaration initiale en 2008 et déclaration de modification en 2016 ;
- d'une installation de préparation de vins d'une capacité de 12 000 hl/an (rubrique 2251 - régime D) ; déclaration initiale en 2009 et déclaration de modification en 2015 ;
- d'une installation de stockage d'eaux-de-vie de 340 m<sup>3</sup> (rubrique 4755 - régime DC) ; déclaration initiale en 2016 et déclaration de modification en 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Extension de la distillerie                 | Code de l'environnement, article R. 512-46-1       | Mise en demeure, dépôt de dossier  | 6 mois                |
| 2  | Extension du chai de vinification           | Code de l'environnement, article R. 512-54-II      | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 3  | Stockages des eaux-de-vie                   | Code de l'environnement, article R. 511-9 - Annexe | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 4  | Nouvelle cuve de propane                    | Code de l'environnement, article R. 511-9 - Annexe | Demande de justificatif à l'exploitant   | 6 mois                |
| 5  | Registre de sécurité                        | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26       | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Passage de canalisations dans les murs      | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II.   | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 7  | Commande manuelle de l'exutoire de fumées   | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15       | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 8  | Mise à la terre des équipements métalliques | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                      |
|----|---------------------------|--|
| 9  | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21 |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente inspection que la consistance des installations exploitées ne correspond pas aux installations déclarées par l'exploitant. En particulier, la distillerie est en situation irrégulière, suite à l'ajout d'un 3e alambic sans l'enregistrement requis au titre de la rubrique 2250 de la nomenclature des installations classées.

L'inspection a relevé par ailleurs plusieurs non-conformités, qui peuvent cependant être facilement corrigées et qui ne sont pas de nature à faire obstacle à la régularisation de la distillerie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Extension de la distillerie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-46-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement de la distillerie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à enregistrement adresse, dans les conditions de la présente sous-section, une demande au préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée.<br>(...)<br><u>Rubrique 2250</u><br><b>Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole</b><br>La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant :<br>1. Supérieure à 1 300 hl/j <b>(A)</b><br>2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j <b>(E)</b><br>3. Supérieure à 0,5 hl/j et inférieure ou égale à 30 hl/j <b>(D)</b><br><b>Nota. :</b> Pour les installations de distillation discontinue, le seuil, prévu aux points 2 et 3 ci-dessus, de 30 hl/j de capacité de production d'alcool pur est remplacé par un seuil de 50 hl de capacité totale de charge des alambics. |
| <b>Constats :</b><br>La distillerie est désormais composée de 3 alambics de 25 hl, soit une capacité de charge totale de 75 hl.<br>L'exploitant déclare que le 3e alambic a été installé et mis en service pour la campagne de distillation 2022-2023.<br>L'exploitant n'a pas adressé au préfet la demande d'enregistrement alors requise.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>→ En vue de régulariser la situation administrative de sa distillerie, l'exploitant doit déposer un dossier de demande d'enregistrement.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

**N° 2 : Extension du chai de vinification**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-54-II   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique.<br>(...)  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fait construire un chai de vinification supplémentaire de 750 m <sup>2</sup> sur la parcelle n°94 située de l'autre côté de la route communale (par rapport au chai de vinification déclaré en 2015 et à la distillerie situés sur la parcelle n°323).<br>L'exploitant a présenté ses 2 dernières déclarations de récolte : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2024 : 8 595 hl de vins produit ;</li><li>• 2025 : 7 694 hl de vins produit.</li></ul>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>➔ L'exploitant doit déclarer l'extension de son installation de préparation et stockage de vins sur le site <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a> .<br><br>Cette déclaration de modification doit notamment préciser et comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>• la capacité de production maximale de vins (en hl/an) ;</li><li>• le volume total de cuverie (nombre et capacité des cuves en hl) ;</li><li>• le nombre et la puissance des pressoirs (en kW) ;</li><li>• un plan complet à jour de l'installation.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

### N° 3 : Stockages des eaux-de-vie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 511-9 - Annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement 4755   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Rubrique 4755</u><br>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.<br>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t <b>A</b><br>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :<br>a) Supérieure ou égale à 500 m <sup>3</sup> <b>A</b><br>b) Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> <b>DC</b>   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté son registre de douanes. D'après ce document, l'état des stocks d'eaux-de-vie du site s'élève à environ 39 m <sup>3</sup> , soit inférieur au seuil du régime de déclaration de la rubrique 4755.<br><br>Les eaux-de-vie sont stockées : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une part, dans un ancien chai d'une capacité de stockage d'environ 30 m<sup>3</sup> ;</li><li>• d'autre part, dans une cuve inox de 12 m<sup>3</sup>, dédiée à la réception des eaux-de-vie nouvelles, installée dans le chai de vinification mitoyen à la distillerie.</li></ul><br>Par télédéclaration en date du 26/01/2016, l'exploitant avait déclaré une capacité de stockage de 200 m <sup>3</sup> au titre de la rubrique 4755, sans fournir de plan ni de description de l'installation de stockage correspondante.<br><b>→ Aucun local correspondant n'ayant été constaté lors de la visite d'inspection et cette déclaration datant de plus de 3 ans, elle est désormais caduque, conformément aux dispositions de l'article R. 512-74 du code de l'environnement.</b><br><br>Par télédéclaration en date du 11/02/2024, l'exploitant a déclaré un projet de construction d'un nouveau chai "inox" de 90 m <sup>2</sup> et 140 m <sup>3</sup> . L'exploitant déclare avoir abandonné ce projet jusqu'à nouvel ordre en raison de son coût. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><b>→ Afin de mettre à jour la situation administrative actuelle de l'établissement vis-à-vis de la rubrique 4755, l'inspection demande à l'exploitant de présenter en détail, dans le dossier d'enregistrement attendu (cf. point de contrôle n°1), les locaux et équipements de stockage d'eaux-de-vie présents dans l'établissement.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

**N° 4 : Nouvelle cuve de propane**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 511-9 - Annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement 4718   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Rubrique 4718</u><br>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (...)<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant :<br>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables (...)<br>2. Pour les autres installations<br>a. supérieure ou égale à 50 t <b>(A)</b><br>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t <b>(DC)</b> |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fait installer une nouvelle cuve de propane de 5,5 t de capacité sur la parcelle n°94 en vue de remplacer celle de 3,5 t présente sur la parcelle n°323.<br>Il a pu être constaté que la canalisation de distribution de gaz depuis la nouvelle cuve n'a pas encore été raccordée à la distillerie.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>→ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une part, les éléments justifiant la capacité de stockage (en tonnes) de la nouvelle cuve de propane ;</li><li>• d'autre part, les éléments justifiant de la dépose de l'ancienne cuve de propane une fois que la nouvelle sera mise en service.</li></ul>                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

**N° 5 : Registre de sécurité**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.<br>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté son registre de sécurité. Celui-ci n'est plus tenu à jour depuis plusieurs années (les visas les plus récents des organismes de contrôle remontent à 2019).   |

|  |
|--|
| <p>L'exploitant a cependant pu présenter les rapports plus récents (2022, 2024 et 2025) montrant que les extincteurs et les exutoires de fumées sont toujours vérifiés périodiquement.</p> <p>Concernant les installations électriques, l'exploitant déclare ne pas avoir effectué de vérification périodique jusqu'à présent et avoir pris rendez-vous avec un organisme de contrôle le 31 mars prochain.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ L'exploitant doit veiller à faire tenir à jour son registre de sécurité par les organismes de contrôle qui interviennent dans son installation.</li> <li>➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, dès sa réception, le rapport de la vérification des installations électriques programmée le 31 mars prochain.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |

**N° 6 : Passage de canalisations dans les murs**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II.</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. (...)</p> <p>Transfert d'alcool : les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, (...).</p> <p>(...)</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le transfert des alcools de la distillerie vers la cuve de réception s'effectue par des canalisations inox qui traversent le mur séparant la distillerie du chai de vinification.</p> <p>Le passage dans le mur de ces canalisations n'est pas luté.</p>                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ L'exploitant doit luter, à l'aide de matériaux incombustibles, les passages dans le mur des canalisations de transferts des eaux-de-vie, avant la prochaine campagne de distillation.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>  |



**N° 7 : Commande manuelle de l'exutoire de fumées**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu des locaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>(...)<br>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).<br>(...)<br>Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès (...).<br>(...) |
| <b>Constats :</b><br>La commande d'ouverture manuelle de l'exutoire de fumées de la distillerie est inaccessible (positionnée derrière un alambic).  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>→ L'exploitant doit déplacer, avant la prochaine campagne de distillation, la commande d'ouverture manuelle de l'exutoire de fumées à proximité de l'entrée.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

**N° 8 : Mise à la terre des équipements métalliques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>II.Mise à la terre des équipements.<br>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. (...)                                    |
| <b>Constats :</b><br>La mise à la terre des équipements métalliques de la distillerie (alambics, canalisations, etc.) n'a pu être vérifiée lors de la visite.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>→ L'exploitant doit vérifier, avant la prochaine campagne de distillation, si les équipements métalliques de la distillerie (alambics, canalisations, etc.) sont bien mis à la terre et procéder aux actions correctives nécessaires si cela n'est pas le cas. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

**N° 9 : Défense contre l'incendie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>- (...) ;<br>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, (...) implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure (...). |
| <b>Constats :</b><br>Un poteau incendie du réseau public est situé à environ 100 m de l'entrée du site. D'après la base de données du SDIS 17 (Hydraclis 17), ce poteau incendie permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar minimum.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |